



**PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ**  
**COALITION CONGOLAISE**

Suivi de l'exécution des Projets d'investissements publics dans le  
secteur de la santé  
Rapport synthèse de 2011 à 2016

*Nécessité de recourir aux outils de lutte contre la  
corruption pour améliorer l'efficacité et  
l'efficience de la dépense publique*



**Avril 2019**

**Cinquième étude du réseau de veille citoyenne de  
Publiez ce que vous payez - Congo  
Rapport de suivi de 95 projets visités entre 2011 et 2016**

## Table des matières

<b>Introduction</b>	4
<b>I. Méthodologie</b>	5
1. Identification des projets à suivre	5
2. Initiation de rencontres avec les autorités administratives et sanitaires au niveau local	5
3. Renforcement des capacités des observateurs	5
4. Collecte des données	7
5. Traitement des données et rédaction du rapport	8
<b>II. Résultats du suivi physique des projets démarrés entre 2011 à 2016</b>	9
1. Statut actuel des 95 projets visités	9
2. Evolution entre 2011 et 2018	17
<b>III. <u>Constats sur le terrain</u></b>	30
1. Vétusté des infrastructures sanitaires et de leurs plateaux techniques	30
2. Projets complémentaires n'offrant pas de conditions adéquates de travail	31
3. Dotation de médicaments en voie de péremption	31
4. Utilisation des projets non achevés à d'autres fins	31
5. Amputation des subventions allouées aux formations sanitaires	32
<b>IV. <u>Conclusions et recommandations</u></b>	33
1. Conclusions	33
2. Recommandations	33

*Publiez ce que vous payez-Congo* tient à remercier tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport, en particulier les volontaires des groupes de veille locaux (membres des commissions Justice et Paix, de l'Action Evangélique pour la Paix et de Caritas) qui ont bien voulu effectuer les visites de terrains.

Elle adresse également ses remerciements aux agents de la fonction publique qui ont coopéré avec les équipes.

Enfin, *Publiez ce que vous payez-Congo* remercie ses partenaires Misereor et Secours Catholique – Caritas France pour leur appui.

## **Introduction**

Le Congo Brazzaville est un pays producteur de pétrole depuis plus de quarante ans. Malgré son importante production pétrolière et les énormes potentialités de son industrie minière naissante, le pays demeure pauvre, la rente pétrolière étant associée aux conflits, à la corruption, à l'endettement et à la pauvreté. L'économie congolaise repose principalement sur l'exploitation des hydrocarbures, principale source de financement du budget de l'Etat. En raison de la baisse des cours mondiaux des matières premières, les revenus pétroliers ont baissé de manière drastique.

Pourtant, le pays a connu pendant presque une décennie une croissance économique avec des revenus excédentaires. Contre toute attente, le pays a sombré de façon véhémente dans une crise financière dès la chute des cours du baril en fin 2014. Cet état de fait témoigne de la mauvaise gestion du secteur des industries extractives, de l'absence de volonté réelle du gouvernement à utiliser les revenus pour assurer la diversification de l'économie. En dépit de la richesse de son sous-sol, le Congo demeure un pays pauvre au regard du niveau de vie de la majeure partie de sa population.

La baisse des revenus publics a durement affecté tous les secteurs de la vie publique et en particulier le secteur de la santé. Bien que ce secteur ait bénéficié de gracieux budgets entre 2012 et 2014, il se trouve aujourd'hui confronté à de nombreux défis.

Afin d'améliorer l'offre de santé publique, Publiez ce que vous payez Congo (PCQVP-Congo) a focalisé son regard, depuis cinq ans, sur l'évaluation des investissements publics dans le domaine de la santé ; ceci en vue d'en déceler les dysfonctionnements et pistes de solution.

A cet égard, Publiez ce que vous payez Congo s'est investie depuis 2014 dans le suivi des projets d'investissements publics de ce secteur prioritaire. Ainsi, dans ce cadre, quatre (04) rapports<sup>1</sup> mettant en lumière l'état des lieux annuel du secteur sanitaire congolais ont été rendus publics pour les exercices budgétaires 2011-2013, 2014, 2015 et 2016.

Cinq ans après le lancement de cet exercice de suivi annuel des investissements publics de santé, PCQVP Congo a entrepris d'investiguer sur le développement des projets démarrés depuis 2011 et mesurer le niveau actuel d'exécution des projets n'ayant jamais fait l'objet de suivi, en particulier dans la Sangha.

La présente étude porte sur le développement des projets d'investissements publics dans le domaine de la santé démarrés entre 2011 et 2016. Elle a été réalisée dans un contexte économique extrêmement difficile, le pays tentant de multiplier les démarches pour obtenir de l'aide des partenaires financiers internationaux tels : Fonds Monétaire International (FMI), Banque Mondiale (BM), Banque Africaine de Développement (BAD) pour sortir de la crise, relancer l'économie et gérer l'endettement qui tire le pays vers le bas.

---

<sup>1</sup>. Confère Site Web : [cjusticepaix-pnr.org](http://cjusticepaix-pnr.org)

## I. Méthodologie

### **1. Identification des projets à suivre**

PCQVP Congo s'est donné l'ambition de faire une synthèse des cinq années de son action de suivi. Elle a décidé d'évaluer les projets de santé démarrés et suivis par les observateurs qui se sont succédé sur les sites de projets depuis 2014, pour constater le niveau de leur développement actuel. C'est dans ce sens que l'accent a été mis sur les **projets achevés non fonctionnels, les projets en cours et les projets arrêtés** couverts par les précédents rapports.

De plus, certains projets, dont l'information était indisponible lors des précédents passages d'observateurs, ont également fait l'objet de ce suivi.

Il sied de noter qu'en dépit des projets ciblés dans onze (11) départements, le Pool étant exclu en raison des problèmes sécuritaires, deux départements (la Likouala et le Kouilou) n'ont pas été visités pour des raisons de calendrier et pour l'étroitesse du budget.

### **2. Initiation des rencontres avec les autorités au niveau local**

En vue de renforcer la collaboration avec l'administration publique, condition essentielle pour une mise en œuvre efficace de l'action citoyenne, des contacts ont été pris pour échanger avec les autorités administratives et sanitaires au niveau local. Bien que l'autorité sanitaire de Madingou n'ait pas adhéré à la démarche, sept rencontres<sup>2</sup> ont eu lieu sur les dix envisagées. Pour des raisons de calendrier, les responsables de Brazzaville, Pointe Noire et du Kouilou n'ont pas été accessibles. En revanche, partout où ces rencontres ont été possible, elles ont été marquées par des échanges fructueux et prometteurs. Au terme de ces échanges, les représentants du secteur de la santé au niveau local ont manifesté une ferme volonté d'appuyer et d'accompagner le travail de la société civile et de renforcer ce partenariat pour une amélioration de l'accès aux soins dans leur département.

### **3. Renforcement des capacités des observateurs**

Pour la cinquième fois consécutive, PCQVP Congo a renforcé les capacités des membres des groupes locaux de surveillance de la dépense publique.

Ainsi, des sessions de formation se sont déroulées du 04 avril au 16 juin 2018 dans neuf chefs-lieux des départements (Madingou, Sibiti, Dolisie, Djambala, Ewo, Owando, Ouesso, Pointe Noire et Brazzaville). Elles ont impliqué 322 personnes, notamment les représentants des réseaux des Eglises Catholique et Evangélique, les organisations de la société civile et les médias aussi bien publics que privés.

---

<sup>2</sup>.Rencontres avec les Directeurs Départementaux de la Santé et de la Population de : la Lékoumou, le Niari, Djambala, la cuvette Ouest, la Cuvette centrale et la Sangha



*Formation à Madingou, les 7 et 8 avril 2018*



*Séance des travaux de groupes à Sibiti, le 12 avril 2018*



*Formation à Ewo, les 25 et 26 avril 2018*



*Travaux de groupes lors de la formation à Djambala, le 22 avril 2018*

#### **4. Collecte des données**

Elle a eu lieu à la suite des activités de renforcement des capacités des membres des groupes locaux de la dépense publique. Elle a permis de déployer 100 observateurs retenus lors des formations. Ces derniers ont réalisé le suivi physique des 95 projets ciblés. L'objectif de cet exercice était de recueillir le maximum d'informations auprès des bénéficiaires de projets à savoir: les populations et les agents de santé. Le constat de chaque investigation est rapporté dans un compte rendu qui soutient la fiche d'enquête présentant le niveau d'exécution et l'appréciation du projet par le public.

Malgré les réticences observées auprès de quelques agents de l'Etat, un maximum de données a pu être collecté. Cependant, bien qu'ayant bénéficié de la formation, le suivi physique des projets de la Cuvette-ouest n'a pu se faire en raison d'un problème d'organisation interne au groupe local. Il convient pourtant de noter qu'en 2014, l'évaluation des projets par PCQVP présentait un tableau d'abandon de plusieurs projets.

### **5. Traitement et rédaction du rapport**

C'est le travail d'analyse et de consolidation des données par l'équipe du projet à la suite de la collecte des informations. Il a conduit à l'élaboration du présent rapport où sont consignés les constats et les conclusions de l'état des lieux des projets de santé visités en 2018 et 2019.

Cette démarche traditionnelle a été renforcée par une étape supplémentaire, notamment de rencontres avec les autorités administratives et sanitaires des départements.

## II Résultats du suivi physique des projets démarrés entre 2011 et 2016

Ils sont présentés dans deux (02) tableaux.

### 1. Tableau A - Statut actuel des 95 projets visités

Département	Projets achevés fonctionnels	Projets achevés non fonctionnels	Projets en cours	Projets arrêtés	Information non disponible	Projets non exécutés	Projets non visités	Total des projets visités
BOUENZA	4			1		1		6
BRAZZAVILLE	10	2		8	5	1		26
CUVETTE CENTRALE	3		2	5	1	2		13
CUVETTE OUEST				2			9	2
LEKOUMOU	1	1		2	2	1		7
NIARI	1			5	5	1	2	10
PLATEAUX	1			2	1	1	1	5
POINTE NOIRE		2		3	4	5		14
SANGHA	2			2	1	5		10
LIKOUALA							6	0
KOUILOU							6	2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>30</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>95</b>
	23,15%	5,26%	2,10	31,57%	20%	18%		100%

*Etat des lieux des projets visités en 2018 et 2019*

#### ➤ 23,15% des projets achevés et fonctionnels

Parmi les 22 projets de cette catégorie, figurent deux (02) réalisés partiellement, trois (03) dont la qualité des travaux exécutés est particulièrement mauvaise, cinq (05) projets d'équipement qui seraient des dons, donc ne relèveraient pas du budget d'investissement de l'Etat et un (01) projet finalisé sur fonds propres de personnes politiquement exposées.

#### • Exécution partielle des projets

Il s'agit de l'hôpital général Mère et Enfant « Blanche Gomez » et du Centre de Santé (CS) de Kinsoundi. En effet, la réhabilitation de l'hôpital général Mère et Enfant « Blanche Gomez » n'a porté que sur le bâtiment (R2) alors que deux bâtiments (R1 et R2) attendaient d'être rénovés avant sa réouverture en 2018, après 10 ans d'arrêt d'activités. De même, pour la réhabilitation du CS de Kinsoundi en 2014, le traitement du sol s'est fait en partie (pose de carreaux dans le couloir et une partie du local abritant le service de consultation prénatale) et le centre a sollicité l'appui de ses « Amis » pour financer le reste des travaux.<sup>3</sup>

#### • Mauvaise exécution des projets

Le nouveau bâtiment du Centre de Santé Intégré (CSI) de Loudima Poste non achevé est déjà utilisé, en dépit du fait qu'il n'offre pas de bonnes conditions de travail (toiture défectueuse et suintante, sol non traité). Le CSI a dû recourir à des fonds propres pour traiter le sol de trois (3) salles. Par ailleurs, s'agissant de la réhabilitation de l'hôpital de base de Bacongo (ancienne

<sup>3</sup> Ce sont les bienfaiteurs du centre de santé de Kinsoundi

Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Mpissa), la mauvaise interprétation du plan n'a pas rendu possible la pose des portes métalliques ; de même que manque de puisard ne permet pas d'utiliser les toilettes. La construction du CSI de Pokola avec sa toiture abîmée et suintante atteste également la mauvaise exécution de ces projets qui malheureusement sont mis en service sans exiger des réparations de la part de l'opérateur.

Il sied de noter qu'au CS de Kinsoundi, le mauvais découpage des portes expose les locaux aux souris et menacent la sécurisation des documents et des produits. En dehors du non achèvement des travaux par l'entreprise de Mme TSIBA, l'équipement doté par cette dernière était aussi de mauvaise qualité (sanitaires non fonctionnel, pose d'un vieux climatiseur au laboratoire).

- **Projets prévus au budget de l'Etat mais exécutés comme dons de partenaires privés**

Alors qu'ils sont prévus dans le budget de l'Etat comme investissements publics, quelques projets se sont révélés être des dons. C'est le cas de l'acquisition de 100 matelas médicaux et 100 couvre-lits, acquisition de 65 lits d'hospitalisation, acquisition de 35 lits hospitalisation et 100 draps de lits au profit de l'hôpital de base d'Oyo. De même, l'équipement (matériels médico-techniques et kits informatiques) reçu à l'hôpital de base de Ouessou, de la part d'un député de la localité et de l'ONG PARAMED, en 2016, serait aussi un don. Reçus pendant la campagne présidentielle 2016, ces projets seraient probablement récupérés par les autorités et présentés comme dons pour servir des intérêts politiques. Si cette attitude satisfait les bénéficiaires dans une certaine mesure, de telles pratiques sont de nature à instrumentaliser l'investissement public au service des causes politiciennes et en dissipant complètement l'intervention de l'Etat et accroître le culte de la personnalité au profit de ceux qui, pour les populations, « seraient soucieux de leur bien-être»

Enfin, l'équipement reçu par le Laboratoire National de Santé Public, le 09 avril 2016, serait également un don de l'Association Fonds de dotation international en biologie de la santé (FIBIO). Bien que ce geste soit bien apprécié, l'équipement reçu pose problème car sur les dix (10) types d'appareils composant la dotation, l'Arktik Dual Block (2x48 wells) en service de Biologie moléculaire et les Centrifug Megafuge 1.0 or TBL COOL G centrif reçus en Biochimie et Parasitologie n'ont jamais été utilisées, parce qu'ils ont été livrés incomplets. L'OLS 200 Combined orbital affecté en Bactériologie n'a jamais fonctionné correctement. Enfin, les trois (03) X 5000 Nudle Microlanex sterile 21Gx01.5inch au Service de la SEP (Service de l'Equipeement et du Patrimoine nécessite un engin pour le placer au lieu d'affectation aux fins d'utilisation. Si les bénéficiaires se réjouissent de ces dotations, la plupart des équipements qu'ils reçoivent en dons ne sont pas en bon état de fonctionnement et cela limite leur capacité d'intervention.

- **Projet de l'Etat finalisé par une autorité politique**

En tant que projet de l'Etat abandonné depuis 2008 par un opérateur véreux, la réhabilitation de l'hôpital de base de Boundji a été reprise en 2011 par le Député de ladite localité qui aurait réalisé les travaux sur fonds propres. Les bâtiments de Chirurgie, Triage, Pharmacie, Médecine et Pédiatrie sont achevés et utilisés tandis que les travaux se poursuivent pour le mur de clôture et le logement du personnel. PCQVP Congo est en droit de s'interroger là aussi sur la provenance des fonds qui servent à ce type d'intervention. Sinon, comment est-ce possible qu'un individu soit capable de réaliser à lui seul ce que tout un Etat n'arrive pas à faire ?

En outre, bon nombre de projets jugés achevés et fonctionnels ne fonctionnent pas correctement. Il s'agit entre autres du Centre National de Traitement de la Drépanocytose qui attend

l'intervention de l'OMS<sup>4</sup> et de la SNE<sup>5</sup>, respectivement pour la construction d'une bache à eau et pour la stabilisation de l'électricité vu qu'il n'a pas de générateur. En sus, l'équipement des Grandes Endémies reçu depuis 2011, est aujourd'hui défectueux et demande à être remplacé.

➤ **5,26 % des projets achevés et non fonctionnels**

Cette catégorie est illustrée par les projets de construction de logement d'astreinte du CSI Fulgence MBELOLO de Mayanga, construction de l'hôpital de base de Mvou-Mvou à Pointe Noire, réhabilitation de l'hôpital de base de Sibiti et du laboratoire de l'Hygiène à Brazzaville. Pour le CSI de Mayanga, le logement pourtant achevé n'a jamais été remis, en raison du contentieux existant entre l'Etat et l'entrepreneur, au sujet du paiement des coûts. La construction de l'hôpital de base de Mvou-Mvou quant à elle présente un tableau particulier. D'un côté, sur les deux bâtiments prévus, un seul a été construit, les travaux du second étant arrêtés par le représentant du Ministre des Grands Travaux, M. ELOKI. De l'autre, le bâtiment achevé n'a jamais été mis en service à cause des difficultés d'alimentation en électricité par le transformateur du poste de Mvou-Mvou déjà en saturation. Ainsi, comme alternative, la SNE avait proposé l'installation d'un nouveau transformateur. De ce fait, un devis de 35 millions de francs FCA a été mis à la disposition du ministère de la Santé depuis 2016.

Par ailleurs, l'Hôpital de Sibiti et le Laboratoire de l'Hygiène de Brazzaville, bien que ne satisfaisant pas les bénéficiaires à cause d'une mauvaise ou incomplète réhabilitation, ne sont pas utilisés faute d'équipement. Concernant le premier projet, malgré la remise des trois bâtiments lors d'une cérémonie officielle supervisée par le Directeur de Cabinet de la ministre de la Santé en présence du Préfet du département de la Lékoumou, M. Jean Michel SANGA, de la Présidente du Conseil Départemental de la Lékoumou, Mme OKABANDO née Sylvie KAKI et de tout le personnel, les clés de l'hôpital de base de Sibiti n'ont jamais été remises pour la réouverture des bâtiments rénovés, au motif qu'il existerait un contentieux sur le paiement des coûts préfinancés à hauteur de 750 millions FCFA par l'entrepreneur. Nos recherches n'ont pas pu déterminer le nom de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux.

Pour sa part, le Laboratoire de l'Hygiène a pu obtenir de l'OMS, un micro-appareil de fabrication d'eau de javel. Construit en 2015, ce laboratoire n'est toujours pas équipé au point où ses responsables se tournent vers des partenaires privées pour obtenir l'équipement nécessaire.



*Logement du CSI Fulgence MBELOLO de Mayanga, achevé en 2014. Bâtiment non remis pour cause de contentieux sur le paiement du coût. Photos du 19 mars 2019*

<sup>4</sup> Organisation Mondiale de la Santé

<sup>5</sup> Société Nationale de l'Electricité



*Le Laboratoire de l'hygiène achevé en 2014, fonctionne seulement comme unité de fabrication d'eau de javel, par manque d'équipement requis. PCQVP s'interroge si ce bâtiment est à la hauteur de ses ambitions, pour un pays de 5,6 millions d'habitants. Photo du 22 Mars 2019*

➤ **2,10 % des projets en cours**

Seuls deux (02) projets ont été enregistrés dans cette catégorie, à savoir l'acquisition de l'équipement à l'hôpital spécialisé Edith Lucie Bongo Odimba (ELBO) d'Oyo et la construction de la station d'épuration d'eau de l'hôpital ELBO.

➤ **31,57% des projets arrêtés**

Le plus grand nombre de projets se trouvent dans cette catégorie. La construction et l'équipement des hôpitaux généraux y occupent une bonne place. La construction des douze hôpitaux généraux faisait déjà l'objet d'interpellation particulière dans les précédents rapports de PCQVP Congo et notre point de vue sur l'intérêt d'améliorer l'offre de santé en investissant plutôt dans des structures sanitaires de proximité se justifie avec l'absence de financement pour la réalisation de ces projets. En outre, selon certains témoignages, les matériaux réservés pour les travaux de l'hôpital général de Ouesso seraient acheminés à Oyo, pour un projet plus important. On se demande alors ce qui est advenu du budget prévu pour la réalisation de ce projet « si important », qui a dû certainement faire l'objet d'une étude préalable et par conséquent aurait été budgétisé à sa juste hauteur.

En outre, bon nombre de ces projets sont arrêtés par manque de financement, ce qui est d'ailleurs logique au regard des difficultés financières que le pays connaît depuis 2014. D'autres projets sont arrêtés pour cause de disparition de l'opérateur (par-exemple la construction de l'hôpital de base de Ouenzé). Parmi les projets en arrêt, deux (02) se sont détériorés avant même leur achèvement et nécessiteront une réhabilitation avant leur entrée en service. En effet, les vitres des fenêtres du Centre de Santé de Jane Vialle arrêté depuis 2015 sont cassées par endroits et les toiles moustiquaires du Centre de Santé de Massengo se sont abîmées. De plus, quelques bâtiments en construction sont utilisés comme logement par les gardiens et leur famille (hôpital de base de Ouenzé et logement d'astreinte du CSI de Massengo). Enfin, certains projets tels, la construction de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM), la construction du Centre de l'hémodialyse de Pointe Noire et Brazzaville...sont carrément abandonnés.



*Construction du logement du médecin à Ewo. Projet arrêté depuis 2014. Photo de Mai 2018*



*Construction de la pharmacie CSS d'Ewo. Projet arrêté depuis 2014. Photo de Mai 2018*



*Réhabilitation de l'Hôpital de base de Ouenzé (Ex CNSS) en arrêt depuis 2012. Photos du 18 mars 2019*



*Bâtiment de l'hôpital de base de Ouenzé en arrêt depuis 2012, sert de logement au gardien et sa famille. Photo du 18 mars 2019*



*Construction de l'Hôpital général de Brazzaville (à Nkombo) en arrêt depuis 2016. Photos du 18 mars 2019*



*Construction du CSI de Massengo en arrêt depuis 2014. Photos du 19 mars 2019*



*Eroulement du mur de clôture du CSI de Massengo. Photo du 19 mars 2019*



*Logement d'astreinte du CSI de Massengo. En arrêt depuis 2014, il sert d'hébergement au gardien et sa famille. Photo du 19 mars 2019*



*Construction de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) dans l'enceinte de la Direction de l'Hygiène et de la promotion de la santé, en arrêt depuis 2014. Photo du 22 mars 2019*



*Réhabilitation du CSI de Jane Vialle de Brazzaville en arrêt depuis 2014. Photos du 18 mars 2019*

➤ **20 % des projets pour lesquels l'information n'est pas disponible**

Il s'agit des projets pour lesquels, les personnes rencontrées n'ont pas voulu se prononcer, soit pour entretenir la culture du secret qui mine l'administration publique, soit parce qu'elles n'ont aucune information au sujet des projets. Si à l'intérieur du pays, la collaboration a été plutôt fructueuse, (excepté à Madingou, où le Directeur Départemental de la Santé a opposé un refus catégorique pour discuter avec les animateurs de la Campagne « Publiez ce que vous payez »), le problème s'est beaucoup posé à Brazzaville. En dépit des instructions de l'Inspection Générale de la Santé (IGS) autour de la nécessité de collaboration des structures de santé avec « Publiez ce que vous payez », l'hôpital de base de Makélékélé n'a pas voulu communiquer sur ses projets d'acquisition des médicaments génériques et des produits d'hygiène prévus en 2015. De même, au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville (CHU), l'administration a refusé de se prononcer sur les projets de construction et d'équipement du centre de dialyse de Brazzaville et l'application de la peinture extérieure sur les bâtiments hospitaliers et administratifs du CHU.

➤ **18, % des projets non exécutés.**

On compte parmi les projets de cette catégorie, ceux n'ayant fait l'objet d'aucun suivi et certains pour lesquels aucune information n'était disponible jusque-là.

Plusieurs projets prévus entre 2014 et 2016 sont entrés dans les oubliettes. Se trouvent dans cette catégorie cinq (05) projets de Pointe Noire (Acquisition de l'équipement spécialisé et réhabilitation de l'hôpital général Adolphe SICE, trois (03) de l'hôpital général de Loandjili (Construction et équipement du centre d'imagerie par résonance magnétique et acquisition d'une ambulance médicalisée), trois (03) projets de la Sangha (Equipement de l'hôpital de base de Ouessou, en matériel médico technique, Construction de la pharmacie de l'hôpital de base de Ouessou et construction de l'hôpital de base de Sembé, deux (02) du Niari (réhabilitation de la Direction Départementale de la Santé et de la Population du Niari et la construction du logement du médecin de Mossendjo), un (01) de la Bouenza (construction de la pharmacie de Loudima), un (01) de la Lékoumou (acquisition d'une ambulance à Komono) et enfin un (01) de la Cuvette centrale (paiement du service de gardiennage à l'hôpital ELBO). Par ce constat, on peut en

2. Tableau B- Evolution entre 2011 et 2018 des 119 projets ciblés.

DEPARTEMENT	PROJET	STATUT (Exercice budgétaire)							Observation
		2011 Visite en 2014	2012 Visite en 2014	2013 Visite en 2014	2014 (visite en 2015)	2015 (visite en 2016)	2016 (visite en 2017)	2018	
BRAZZAVILLE	EQUIPEMENT DE HOPITAL GENERAL "MERE ET ENFANT" BLANCHE GOMEZ	non exécuté	non exécuté	en cours	en cours	arrêté	achevé non fonctionnel	achevé fonctionnel	disponible depuis 2016, attendait la fin de la réhabilitation et la relance des activités
BRAZZAVILLE	REHABILITATION DE HOPITAL GENERAL "MERE ET ENFANT" BLANCHE GOMEZ	pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	arrêté	Le projet prévoyait la réhabilitation de deux bâtiments, après la réhabilitation d'un seul bâtiment R2, l'hôpital a réouvert ses portes après 10 ans d'arrêt d'activités				
BRAZZAVILLE	TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DES GRANDES ENDEMIES						pas d'information disponible	arrêté	Arrêté depuis 2012
BRAZZAVILLE	EQUIPEMENT DES LOCAUX AMENAGES DES GRANDES ENDEMIES EN EQUIPEMENT MEDICO TECHNIQUES						pas d'information disponible	achevé fonctionnel	Réalisé en partie depuis 2011 et est déjà amorti
BRAZZAVILLE	CONSTRUCTION DU CENTRE DE DIALYSE DE BRAZZAVILLE				arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	en arrêt depuis 2014, En 2019 pas d'information disponible: refus des agents de collaborer
BRAZZAVILLE	EQUIPEMENT DU CENTRE DE DIALYSE DE BRAZZAVILLE		pas d'information disponible	arrêté	En 2019: pas d'information disponible; car refus des agents de collaborer				
BRAZZAVILLE	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE BRAZZAVILLE				en cours	arrêté	arrêté	arrêté	arrête depuis 2014 par manque de financement
BRAZZAVILLE	APPLICATION DE LA PEINTURE EXTERIEURE SUR LES BATIMENTS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS DU CHU						pas d'information disponible	pas d'information disponible	a fait l'objet d'un scandale financier qui a donné lieu à des interpellations de l'opérateur. Mais la suite donnée à cette affaire n'est pas connue

BRAZZAVILLE	CONSTRUCTION DE LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE (DIEM)						arrêté	arrêté	arrêté	à l'abandon
BRAZZAVILLE	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LABORATOIRE DE L'HYGIENE				en cours	achevé non fonctionnel	pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	en attente d'équipement requis	
BRAZZAVILLE	EQUIPEMENT DU LABORATOIRE DE L'HYGIENE				pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	prévu, mais aucune réalisation	
BRAZZAVILLE	TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BASE DE Ouenze	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	depuis 2012 pour manque de financement après détournement des fonds du premier entrepreneur, sert d'hébergement aux gardiens et leurs familles	
BRAZZAVILLE	TRAVAUX DE REHABILITATION DU CSI DE JANE VIALE				arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	dans l'attente de financement pour finalisation des travaux depuis 2015. En état de détérioration (vitres fenêtrées cassées par endroits). Utilisation d'une pièce côté latéral droit comme cabinet de la médecine traditionnelle	
BRAZZAVILLE	CONSTRUCTION DU CSI DE MASSENGO	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	arrêté	pas d'information disponible	arrêté	arrêté depuis 2014, son site est menacé par l'érosion qui a déjà détruit une partie du mur et détaché une partie de son portail latéral	
BRAZZAVILLE	CONSTRUCTION DU LOGEMENT D'ASTREINTE DU CSI DE MASSENGO	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	arrêté depuis 2014, son site est menacé par l'érosion qui a déjà détruit une partie du mur et détaché une partie de son portail latéral	
BRAZZAVILLE	REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BASE DE BACONGO (MPISSA)		pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	non visité	non visité	achevé fonctionnel	est utilisé malgré de nombreuses imperfections	
BRAZZAVILLE	ACQUISITION DE MEDICAMENTS GENERIQUES AU PROFIT DE L'HOPITAL DE BASE DE MAKELEKELE				pas d'information disponible	non visité	non visité	pas d'information disponible	refus des agents de collaborer	



CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DES LOGEMENTS DE MEDECINS A EWO				arrêté	non visité	non visité	arrêté	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DE LA PHARMACIE CSS D'EWO			en cours	arrêté	non visité	non visité	arrêté	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DU CSI DE MINA	arrêté	pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	achevé non fonctionnel	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DE L'INCINERATEUR DU CSI DE MINA	en cours	en cours	non visité	achevé non fonctionnel	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DU CSI DE TALA-TALA				arrêté	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DE L'INCINERATEUR DU CSI DE TALA- TALA			pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DU CSI D'OKAMBAMBO				non exécuté	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DE L'INCINERATEUR DU CSI D'OKAMBAMBO				achevé non fonctionnel	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DU CSI D'ESSOURA			en cours	arrêté	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION DE L'IMPLUVIUM DU CSI D'ESSOURA			en cours	arrêté	pas d'information disponible	pas d'information disponible	non visité	
CUVETTE OUEST	CONSTRUCTION CSI MBAMA CENTRE				achevé non fonctionnel	non visité	non visité	non visité	
CUVETTE CENTRALE	PAIEMENT PARTIEL DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA PHARMACIE DE LA CIRCONSCRIPTION SOCIO SANITAIRE D'ALIMA				non exécuté	en cours	pas d'information disponible	arrêté	

CUVETTE CENTRALE	REHABILITATION DU POSTE DE SANTE DE BOKAGNA																abandonné depuis 2018, ce projet a été repris depuis 2011 par le député de Bounji sur ses fonds propres: construction mur de clôture et logement du personnel, en cours; les autres bâtiments déjà réhabilités sont fonctionnels
CUVETTE CENTRALE	ACQUISITION DE CENTS (100) MATELAS MÉDICAUX ET LITS AU PROFIT DE L'HÔPITAL DE BASE D'OYO.									arrêté	arrêté	achevé fonctionnel					le projet a été exécuté à moitié, car les couvre lits n'ont jamais été livrés. Reçus pendant la campagne présidentielle 2016, potentiellement récupéré par les autorités et présenté comme dons.
CUVETTE CENTRALE	ACQUISITION DE TRENTE CINQ LITS D'HOSPITALISATION ET CENT DRAPS DE LITS AU PROFIT DE L'HOPITAL DE BASE D'OYO									arrêté	arrêté	achevé fonctionnel					
CUVETTE CENTRALE	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL D'OWANDO										arrêté	arrêté	arrêté				
CUVETTE CENTRALE	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL ELBO	pas d'information disponible	en cours	en cours	pas d'information disponible	cet équipement a débuté en 2013 et se fait progressivement											
CUVETTE CENTRALE	REHABILITATION DU CSI D'OYO		en cours		pas d'information disponible	arrêté											
CUVETTE CENTRALE	PAIEMENT SERVICE DE GARDIENNAGE A L'HOPITAL ELBO																non exécuté

CUVETTE CENTRALE	CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION D'EAU DE L'HOPITAL ELBO	pas d'information disponible	pas d'information disponible	en cours	non visité	non visité	pas d'information disponible	en cours	
CUVETTE CENTRALE	CONSTRUCTION DU LOGEMENT INFIRMIER AU CSI DE KOUYOUANGANZA					en cours	pas d'information disponible	arrêté	
CUVETTE CENTRALE	REHABILITATION DU POSTE DE SANTE DE BOKAGNA		pas d'information disponible	pas d'information disponible	en cours	arrêté	arrêté	arrêté	
CUVETTE CENTRALE	REHABILITATION DE LA PHARMACIE CSS D ALIMA				pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	
CUVETTE CENTRALE	REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BASE DE BOUNDJI		pas d'information disponible	arrêté	pas d'information disponible	pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	en cours	abandonné depuis 2018, ce projet a été repris depuis 2011 par le député de Boundji sur ses fonds propres, outre le mur de clôture et logement du personnel en cours, les autres bâtiments déjà réhabilités sont fonctionnels
NIARI	REHABILITATION DU CSI DE LOUBETSI				achevé non fonctionnel	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	
NIARI	CONSTRUCTION DU CSI DE NGOUA 2			pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	pas d'information disponible	pas d'information disponible	achevé fonctionnel	
NIARI	CONSTRUCTION DU LOGEMENT DU MEDECIN DE MOSSENDJO	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	arrêté	arrêté	non exécuté	
NIARI	CONSTRUCTION DU CSI DE MOSSENDJO-GARE	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	non exécuté	pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	



LEKOUMOU	REHABILITATION DE LA PHARMACIE CSS DE ZANAGA			pas d'information disponible	pas d'information disponible	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	
LEKOUMOU	ACQUISITION D'UNE AMBULANCE A KOMONO							non exécuté	non exécuté	non exécuté	non exécuté	
BOUENZA	REHABILITATION DU CSI DE LOUDIMA POSTE					achevé non fonctionnel	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	achevé fonctionnel	Construction d'un nouveau bâtiment qui n'étant pas complètement fini est quand même utilisé	
BOUENZA	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE MADINGOU					en cours	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté		
BOUENZA	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL GENERAL DE MADINGOU						pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible		
BOUENZA	CONSTRUCTION DE LA PHARMACIE CSS DE LOUDIMA							pas d'information disponible	pas d'information disponible	non exécuté		
BOUENZA	REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BASE DE NKAVI					en cours	en cours	en cours	non visité	achevé fonctionnel		
BOUENZA	REHABILITATION DU POSTE DE TRANSFUSION SANGUINE DE MOUYONDZI			pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	en cours	en cours	achevé fonctionnel	aménagement d'une salle et transformation en poste de transfusion sanguine	
BOUENZA	REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BASE DE NKAVI			en cours	en cours	en cours	non visité	non visité	non visité	achevé fonctionnel	appréciation du projet par les bénéficiaires	
BOUENZA	CONSTRUCTION DU CSI DE FAVRE EX MOUBOTSI			en cours	arrêté	arrêté	arrêté	pas d'information disponible	achevé fonctionnel	achevé fonctionnel	fonctionnel depuis 2017, il tarde cependant la réalisation de 2 projets associés à ce CSI: le logement des agents et l'inclinéteur	
PLATEAUX	CONSTRUCTION DES 4 LOGEMENTS DES MEDECINS A L'HOPITAL DE BASE DE GAMBOMA					pas d'information disponible	achevé non fonctionnel	achevé non fonctionnel	achevé non fonctionnel	achevé fonctionnel	remise des logements et occupation de 2 d'entre eux, cependant aucune précision sur les dates	
PLATEAUX	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE DJAMBALA					en cours	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	pour manque de financement	

PLATEAUX	CONSTRUCTION DE LA PHARMACIE DE LA CIRCONSCRIPTION SOCIO SANITAIRE DE DJAMBALA				pas d'information disponible	arrêté	arrêté	arrêté	arrêté	raisonnables inconnues
PLATEAUX	CONSTRUCTION DE LA PHARMACIE DE LA CIRCONSCRIPTION SOCIO SANITAIRE D'ABALA				arrêté	pas d'information disponible	pas d'information disponible	non visité		
PLATEAUX	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE BASE DE LEKANA					arrêté	pas d'information disponible	non exécuté		
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL DE BASE DE MVOU-MVOU					pas d'information disponible	pas d'information disponible	achevé non fonctionnel		
POINTE NOIRE	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE BASE DE MVOU-MVOU							achevé non fonctionnel	le bâtiment de maternité et de pédiatrie achevé n'est pas utilisé par manque d'électricité. D'après les agents de la SNE, la modernité du bâtiment et l'équipement (reçu le 2 juillet 2018) qu'il renferme nécessite l'installation d'un nouveau transformateur, d'où l'établissement, par la SNE, d'un devis de 35 millions qui attend toujours la réaction du ministère de la santé.	
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL GENERAL DE LOANGO				pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	l'équipement reçu le 02 juillet 2018 attend la construction du nouveau transformateur	
POINTE NOIRE	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE LOANGO				en cours	arrêté	arrêté	arrêté	en arrêt depuis 2014, les matériaux seraient stockés dans 100 conteneurs et le personnel mutés à Oyo pour un autre projet	
POINTE NOIRE	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE PATRAS				en cours	arrêté	arrêté	arrêté		
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL GENERAL DE PATRAS				pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible	pas d'information disponible		

POINTE NOIRE	CONSTRUCTION DU CENTRE DE DIALYSE DE L'HOPITAL GENERAL A. SICE		non exécuté	pas d'information disponible	non exécuté	arrêté	pas d'information disponible	pas d'information sur ce projet						
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DU CENTRE DE DIALYSE DE L'HOPITAL GENERAL A. SICE		pas d'information disponible	pas d'information sur ce projet										
POINTE NOIRE	ACQUISITION DE L'EQUIPEMENT SPECIALISE A L'HOPITAL GENERAL A. SICE				pas d'information disponible	pas d'information sur ce projet								
POINTE NOIRE	REHABILITATION DE L'HOPITAL GENERAL A. SICE				non exécuté	pas d'information sur ce projet								
POINTE NOIRE	CONSTRUCTION DU CENTRE D'IMAGERIE PAR RESONNANCE MAGNETIQUE A L'HOPITAL DE LOANDJILU													aucune réalisation
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DU CENTRE D'IMAGERIE PAR RESONNANCE MAGNETIQUE A L'HOPITAL DE LOANDJILU													aucune réalisation
POINTE NOIRE	EQUIPEMENT DU CENTRE DE DIALYSE DE LOANDJILU													aucune réalisation
POINTE NOIRE	ACQUISITION D'UNE AMBULANCE MEDICALISEE POUR L'HOPITAL GENERAL DE LOANDJILU													aucune réalisation
SANGHA	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL DE BASE DE OUESSO EN MATERIEL MEDICO TECHNIQUE													équipement en matériel médico technique et kits informatiques, en 2016, de la part du député de la localité et de l'ONG PARAMED
SANGHA	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL GENERAL DE OUESSO													
SANGHA	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL GENERAL DE OUESSO													commencé le 29 janvier 2014, ce chantier est en arrêt depuis janvier 2016. probable reprise en 2020. Raisons de l'arrêt: manque de financement, Cependont les quelques matériels stockés dans des containers sont en train d'être



KOULIOU	CONSTRUCTION PHARMACIE CSS HINDA/MVOUTI					non visité	pas d'information disponible	non exécuté	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	ACQUISITION DE PLAQUES SOLAIRES DU CSI D ENVELLE						pas d'information disponible	non visité	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	TRAVAUX DE CONSTRUCTION SIEGE DDS IMPONDO						pas d'information disponible	non visité	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CSI DE BOHONA						pas d'information disponible	non visité	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CSI DE BOUANILA						pas d'information disponible	non visité	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CSI DE BOYELE						pas d'information disponible	non visité	<b>non visité</b>	
LIKOUALA	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU LOGEMENT MEDECIN CSI D ENVELLE						non exécuté	non exécuté	<b>non visité</b>	

Voici les prévisions des exercices budgétaires sur lesquels l'étude a porté:

Budgets du Ministère de la Santé et de la Population	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Investissement en Francs CFA	47 957 000 000 <sup>6</sup>	94 134 000 000 <sup>7</sup>	80 386 000 000 <sup>8</sup>	234.460.000.000 <sup>9</sup>	138.000.000.000	85.282.000.000 <sup>10</sup>
<b>Total</b>	<b>680.219.000.000.000 F CFA</b>					

<sup>6</sup> Source : « Enhancing education and health public spending for improved quality service delivery for all », Banque mondiale, Juin 2014

<sup>7</sup> Source : « Enhancing education and health public spending for improved quality service delivery for all », Banque mondiale, Juin 2014

<sup>8</sup> Projet de loi portant loi de règlement exercice 2013 : crédits

<sup>9</sup> Situation des crédits du ministère de la santé 2014

<sup>10</sup> Projet de loi de loi des finances pour l'année 2016, page 33

### **III. Constats sur le terrain**

Pour rappel, PCQVP Congo a consigné dans ses rapports précédents, d'importantes préoccupations et constatations. Au nombre de ces préoccupations, on peut noter l'absence de suivi des projets, la récupération des projets à des fins personnelles, la non prise en compte des réalités de terrain lors de l'élaboration du budget, la répartition inéquitable des projets et la problématique de l'accès aux documents officiels.

Au cours de la présente mission, outre ces préoccupations récurrentes, les observateurs ont particulièrement enregistré et épingle au cours des descentes de terrain de 2018 et 2019 de nouveaux problèmes ci-après mettant en cause une mise en œuvre intégrale des projets financés par le budget de l'Etat.

#### **1. La vétusté des infrastructures sanitaires et de leurs plateaux techniques**

A vue d'œil, les structures sanitaires de l'intérieur du pays présentent un tableau inquiétant. La Direction Départementale de la Santé et de la Population de la Bouenza est hébergée dans un bâtiment fissuré ayant déjà perdu une partie de sa devanture. Celle d'Ewo, dont la réhabilitation a juste couvert le rafraîchissement des murs est demeurée délabrée, contrastant avec les autres.

Les bâtiments des hôpitaux de base, pour la plupart, sont dans un état de vétusté très avancé et la réhabilitation dont ils ont fait l'objet se limite à l'application de la peinture. Bien plus, le plateau technique de ces hôpitaux n'est encore inadéquat. Certains sont obligés de recourir, en cas de situation difficile, à d'autres structures de même niveau mieux équipés. Tel est le cas par exemple de l'Hôpital de base d'Ewo qui doit toutefois solliciter l'intervention de Kellé pour les cas avérés compliqués (absence de plateau opérationnel et manque d'ambulance). D'où l'impérieux besoin de se préoccuper des structures sanitaires de proximité qui sont les plus fréquentées par les populations.



*La Direction Départementale de la Santé et de la Population de la Cuvette Ouest (Ewo). Photo du 24 avril 2018*



*Direction Départementale de la Santé de la Bouenza (Madingou). Photo du 06 avril 2018*

## **2. Projets complémentaires n’offrant pas de conditions adéquates de travail**

L’étude a montré que la réalisation des projets tels que la dotation en équipement électrique ne contribue pas à améliorer l’accès aux soins quand cet équipement dépend d’une source d’énergie indisponible. Ainsi, le gouvernement gagnerait, avant l’inscription d’un projet au budget, de s’assurer par des études techniques et économiques, que les meilleures options techniques ont été envisagées pour l’utilisation de cet équipement.<sup>11</sup>

Ces situations sont constatées à Ngombé<sup>12</sup> et à Mvou-Mvou<sup>13</sup>. A Ngombé, le Microscope, la Poupinelle et le tensiomètre électrique reçus ne sont pas utilisés par manque d’électricité. A Mvou-Mvou cependant, la faible capacité du transformateur le plus proche empêche le lancement des activités de l’hôpital de base de Mvou-Mvou.

## **3. Dotation de médicaments en voie de péremption**

Afin d’accompagner l’ouverture du CSI de Favre Ex Moubotsi , le centre a reçu une dotation de médicaments. Cependant, lesdits médicaments étaient déjà à deux mois ou trois mois de la date de péremption. De même, certains équipements parviennent aux structures bénéficiaires en mauvais état. La dotation, en 2016, de l’hôpital de base de Ouessou, en matériel médico – technique par un homme politique de la localité en est la parfaite illustration. L’examen de ce don a révélé qu’à peine 30% du matériel était en bon état, 60% dudit matériel était par contre soit défectueux (196 vieux lits, armoires de chevet de lits usées), soit non fonctionnel (paravents, réfrigérateur, lampe de phytothérapie et radiographie).

## **4. Utilisation des projets en mal de finition à d’autres fins**

Après son occupation, pendant plusieurs années, par les services municipaux qui attendaient d’intégrer leurs nouveaux bureaux en travaux, le CSI du quartier de Nzalangoye à Ouessou est de nouveau occupé par les sapeurs-pompiers qui y ont élu domicile depuis environ deux ans.

---

<sup>11</sup> *Confère Code de transparence disposition. Article 6 « Tout investissement public doit faire l’objet d’une étude préalable, rendue accessible au public ».*

<sup>12</sup> *Dans la Sangha*

<sup>13</sup> *Pointe Noire*



*CSI du quartier Nzalangoye non achevé, mais occupé par l'Unité des Sapeurs-pompiers de Ouesso Photo de mai 2018*

## **5. Amputation des subventions allouées aux formations sanitaires**

Dans le cadre de leur fonctionnement, les hôpitaux et les centres de santé reçoivent mensuellement des fonds destinés à l'achat des médicaments, fournitures de bureau et produits d'hygiène. Ces subventions parviennent aux structures bénéficiaires par le biais de la Préfectures et le Conseil départemental.

Entre 2016 et 2018, ces fonds ont été suspendus sans aucune explication, incitant ainsi les formations sanitaires à développer des stratégies de « fonctionnement sur coût »<sup>14</sup>; ceci afin de pouvoir acquérir le minimum nécessaire et faire face aux défis de la prise en charge des patients.

Dans plusieurs centres, un système d'admission de soins aux patients externes sur paiements par tranches a été instauré pour faciliter l'accès aux soins aux populations et entretenir la confiance entre les populations et le Centre.

Pour leur part, le fonctionnement sur coût des hôpitaux de base étant loin de satisfaire le public, le partenariat avec le privé a été d'une grande aide pour pallier au manque de subvention. Récemment, (entre janvier et février 2019), à la grande surprise des bénéficiaires, les subventions de janvier 2018 ont été versées aussi bien pour le Centre de santé que pour les hôpitaux de base.

Si ce geste est apprécié à l'unanimité par les bénéficiaires, deux préoccupations sont cependant soulevées : la première concerne le sort réservé aux subventions des deux dernières années (2016 et 2017) et la seconde, le prélèvement des 10% opéré par le Trésor Public, sur les sommes affectées aux formations sanitaires. De 322.000 F CFA, les centres de santé se retrouvent avec 296.000 F CFA par mois. De même, les hôpitaux de base reçoivent 300.000.000 sur les 400.000.000 FCFA prévus.

A bien y réfléchir, lorsque la totalité des subventions ne garantit en aucun cas un fonctionnement régulier et adéquat de ces structures, à quel résultat s'attend-on avec des enveloppes ainsi

---

<sup>14</sup> *Fonctionnement à partir des entrées d'argent sur les patients*

réduites? Par ailleurs, sur quelle base sont opérés ces prélèvements et quelle est la destination finale des sommes amputées. Cette pratique est également utilisée dans les passations des marchés publics où les opérateurs sont obligés de laisser 30% de la valeur du marché au Trésor public, pour obtenir le décaissement des fonds. La conséquence de cette pratique se lit à travers la mauvaise qualité de bon nombre de projets.

## **IV. Conclusions et recommandations**

### **1. Conclusions**

Au terme de cette étude, PCQVP Congo entend mettre un accent particulier sur les points ci-dessous :

1. En cinq ans de mise en œuvre de la démarche de suivi des investissements publics, la rétrospection des projets de santé programmés entre 2011 et 2016 révèle une alarmante faiblesse dans l'amélioration de la gestion responsable des projets d'investissements du secteur de la santé.

En effet, sur les 95 projets visités, **23,15%** ont été jugés achevés et fonctionnels. Ce pourcentage pourrait être revu à la baisse, si on considérait que les deux (02) constructions réalisées en partie (Blanche Gomez à Brazzaville et Mvou-Mvou à Pointe Noire), les trois (03) projets d'équipement présentés comme des dons (Ouesso, Oyo, Laboratoire National,) et le projet de Boundji finalisé par un particulier ne devaient pas intégrer cette catégorie.

2. Les observations de terrain témoignent de l'assujettissement, par les agents du Trésor public, des décaissements des fonds publics au prélèvement de 10 % pour les structures sanitaires et de 30 % pour les opérateurs. Ces pratiques de corruption presque acceptées, voire formalisées inquiètent à plus d'un titre, d'autant que les budgets déjà réduits, ne pourraient nullement atteindre les objectifs assignés compte tenu de leur étroitesse.

3. PCQVP Congo note une faible communication sur la gestion des scandales impliquant les agents du ministère de la santé et les opérateurs véreux. Pour exemple, les projets « Application de la peinture au CHU » pour un budget de 700 millions et « la construction de l'hôpital de base de «Mvouti » sont à l'abandon depuis 2014, sans que cela ne suscite une quelconque émotion, voire action de la part des pouvoirs publics.

4. Abandon de plusieurs projets démarrés en 2014, tandis que d'autres plus nombreux encore intègrent de nouveau les budgets (Les centres de dialyse de Pointe Noire et Brazzaville...), sans qu'un audit ne soit réalisé préalablement dans le but de prévenir les pratiques ayant abouti à l'échec des précédents projets.

5. PCQVP Congo s'étonne et attire l'attention de manière spéciale sur l'animosité de certaines autorités sanitaires locales envers les représentants de la société civile en général et de ceux de la campagne Publiez ce que vous payez Congo, en particulier à Madingou. Ceci est d'autant plus curieux qu'au niveau national la campagne a fait les preuves de son plaidoyer et que par ailleurs le Gouvernement a pris, à plusieurs reprises, des engagements pour garantir une pleine participation de la société civile dans les processus de gouvernance en conformité avec les principes internationaux qui exigent une liberté d'action pour la société civile engagée dans le suivi des politiques publiques.

6. Utilisation des projets de santé pour atteindre des finalités politiciennes et partisanses.

7. La probable indisponibilité des crédits, l'absence de suivi, les détournements de fonds publics, mais surtout le manque de volonté de l'Etat de réprimer la grande corruption et de rendre disponible les outils de lutte contre la corruption<sup>15</sup>, sont à l'origine de cette situation.

---

<sup>15</sup>Textes d'application du code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques promulgué en mars 2017

## **2. Recommandations**

Pour sa cinquième étude de suivi du budget des investissements publics, Publiez ce que vous payez Congo réitère ses demandes et propositions consignées dans le rapport 2016 en y intégrant des recommandations relatives aux problèmes nouvellement identifiés au cours de ses missions de 2018 et 2019. PCQVP salue l'ouverture du ministère de la santé et sa collaboration avec la société civile et demande qu'elle soit renforcée avec les entités étatiques décentralisées. Par contre, PCQVP demande au ministère la divulgation des informations sur la mise en œuvre des projets de santé.

### **Au gouvernement de façon générale:**

- De Diligenter la mise en place de la haute autorité anti-corruption et de la commission de transparence, en veillant à ce que la société civile impliquée dans ces processus y soit suffisamment représentée ;
- D'assurer l'efficacité de leur action et de s'assurer de la collaboration de toutes les structures publiques anti-corruption afin de renforcer les résultats de la lutte contre la corruption au Congo.

### **Au Ministère de la santé et de la Population :**

- De publier sur un site internet, page Facebook et/ou en le présentant à la presse, comme l'exige le Code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques :
  - o Les budgets annuels ;
  - o Les rapports semestriels d'exécution du budget ;
  - o Les réformes en cours au sein du ministère, et les mesures prises pour remédier aux dysfonctionnements du secteur, les résultats d'éventuelles enquêtes internes et les sanctions prises.
- De prendre les mesures nécessaires pour (i) Rendre opérationnels les projets identifiés comme « achevés non fonctionnels » et (ii) Mener à terme les projets identifiés dans cette étude comme « arrêtés et abandonnés » ;
- De mener un audit de tous les projets arrêtés et non démarrés identifiés dans les rapports successifs de *Publiez ce que vous payez – Congo* et d'établir pour chaque cas les responsabilités et les sanctions des auteurs ;
- D'instruire les responsables de toutes les structures de santé de renforcer la coopération avec la société civile ;
- D'allouer davantage de moyens/ressources aux équipes de suivi des projets ;
- De poursuivre et de renforcer la communication avec les directions départementales, de les doter des moyens et capacités nécessaires pour suivre les projets prévus dans leur circonscription ;
- De veiller à la mise à disposition de la totalité des budgets et subventions dédiés aux formations sanitaires.

### **Au Ministère en charge des Finances :**

- De garantir la divulgation et l'accès effectif du public aux informations budgétaires ;
- De diligenter le processus d'adoption des textes d'application du Code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques afin de rendre effectives ses dispositions ;
- De maintenir les dépenses sociales quelle que soit la situation des finances publiques ;
- D'allouer davantage de moyens aux équipes de suivi des projets ;

- D'accélérer la transition vers l'organisation des budgets programmes, et le transfert du pouvoir d'ordonnancement vers les ministres sectoriels, et d'en rendre compte annuellement à l'Assemblée nationale et au public ;
- De s'assurer que les fonds alloués aux structures de santé leur parviennent en totalité.

#### **Au Ministère de la Justice :**

- D'ouvrir des enquêtes sur les prélèvements des 10% effectués sur les subventions des CSI et des hôpitaux de base ;
- De communiquer sur les suites à donner à l'audit du CHU et au projet de l'application de la peinture de cet établissement a coûté 700.000.000 F CFA à l'Etat.

#### **Au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux :**

- De rendre compte publiquement de la gestion du programme de construction des hôpitaux généraux : budget prévisionnel, dépenses engagées, état d'avancement ;
- De communiquer sur les raisons du déplacement des matériaux de construction de l'hôpital général de Ouessou pour Oyo ;
- De communiquer sur la situation de l'hôpital de base de Ouenzé.

#### **Aux médias :**

- D'informer le public sur la réalité sur le terrain et de mener des enquêtes sur l'exécution des investissements publics.
- De collaborer avec les représentants des populations pour suivre la mise en œuvre des projets de leur localité, d'en déceler les erreurs et de veiller à la réparation.

#### **Aux citoyens :**

- De contacter et collaborer avec *Publiez ce que vous payez - Congo* ou les autres organisations de la société civile actives dans le domaine du suivi budgétaire et de s'engager dans les groupes de veille de la dépense publique.

-

#### **Au FMI, à la Banque Mondiale, à l'Union Européenne, à l'Union Africaine :**

- De renforcer les partenariats techniques avec les administrations du Congo en matière de gestion des finances publiques, en particulier avec le Ministère des Finances, des Grands Travaux et de la Santé,
- D'appuyer techniquement les OSC œuvrant en faveur de l'amélioration de la dépense publique en République du Congo.
- De conditionner l'aide, l'appui technique et financier de l'Etat à l'amélioration de la gouvernance, à des politiques concrètes et efficaces de lutte contre la corruption, et à des systèmes politiques ouverts.

## **Membres de la Coalition *Publiez ce que vous payez-Congo***

L'Action Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT)

L'Association des Droits de l'Homme et de l'Univers Carcéral (ADHUC)

L'Action Evangélique pour la Paix (AEP)

La Commission Justice et Paix (CJP)

La Fondation Niosi

La Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)

### **Contacts**

**Centre Polio, quartier Foucks, Pointe Noire,  
République du Congo**

**[pwypcongo@yahoo.fr](mailto:pwypcongo@yahoo.fr)**

**Christian Mounzeo : 05 019 85 01**

**Brice Mackosso : 05 557 90 81**